

23 mai 2011 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur le renforcement de la dimension sociale de la mondialisation, à Paris le 23 mai 2011.

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Messieurs les Ambassadeurs,

Mesdames et Messieurs,

Il y a un peu moins de trois ans, à l'été 2008, la crise financière qui couvait depuis des mois s'aggravait brutalement et entraînait l'économie mondiale au bord du gouffre.

La faillite de l'une des plus grandes institutions financières américaines était à l'origine d'une crise de confiance sans précédent. Le système bancaire mondial était sur le point de s'effondrer. En quelques semaines les financements bancaires s'étaient taris, entraînant le monde dans une crise économique d'une gravité exceptionnelle. Ce séisme, car ce fut un séisme, provoqué par un fonctionnement anarchique des marchés financiers se propageait alors inéluctablement au reste de l'économie, détruisant partout la croissance, l'emploi et le pouvoir d'achat.

A la suite de cette crise, j'ai promis aux Français de tout faire pour réformer ce capitalisme financier qui nous avait conduits au désastre, car c'est bien le capitalisme financier qui nous a conduits au désastre. Et si certains l'ont oublié et voudraient recommencer les comportements d'hier, il faut que nous les arrêtons. On ne peut pas accepter de reconnaître les mêmes situations que celles dont nous venons à peine de sortir.

C'est pourquoi j'ai souhaité que la Présidence française du G20 s'attaque aux racines de la crise et pose les bases d'une régulation efficace des marchés financiers. Le mot « régulation » n'est pas un gros mot, il n'y a pas de marché sans règle. Le marché sans règle n'est plus le marché. Il faut dans le même temps identifier et réunir les conditions d'une croissance qui apportera à nos populations le bien-être et la confiance dans le développement.

Il apparaît indispensable de renforcer la dimension sociale de la mondialisation.

La crise, que nous venons de traverser, a eu des effets dévastateurs sur le marché du travail : 30 millions de chômeurs en plus en moins de deux ans. Voilà le résultat de l'anarchie qui a régné dans les marchés financiers et certain nombre d'institutions financières. 30 millions de chômeurs en deux ans. Voilà, leur bilan ! A ceux qui me disent : « qu'il ne faut pas trop de règles », voilà le résultat d'institutions financières privées qui n'ont pas voulu être réglementées. 30 millions de chômeurs en deux ans.

Dans la plupart des régions du monde, ces effets de la crise ne sont pas encore résorbés et dans certains pays même, ils se sont aggravés.

Ces conséquences dramatiques de la crise ont mis à nu certains déséquilibres de la mondialisation. Les excédents accumulés par les uns ont servi à financer les déficits des autres, mais une chose est sûre, c'est que les inégalités se sont accrues partout.

L'élévation du niveau de vie moyen, qui est une bonne nouvelle, ne cache plus aujourd'hui le ressentiment des damnés de la mondialisation. Entre le milliard de personnes les plus pauvres et le milliard de personnes les plus riches, l'écart du PIB par habitant s'est accru de 60% sur les sept dernières années. Dans la majorité des pays de l'OCDE, si l'extrême pauvreté a reculé, dans le même temps, les écarts entre les plus riches et les plus pauvres se sont creusés.

La mondialisation crée des tensions douloureuses et ces tensions sont multiformes : tensions pour les entrepreneurs, confrontés à une concurrence de plus en plus forte. Ce qui est bien, sauf que cette concurrence n'est pas toujours loyale, ce qui est un grave problème. Tensions pour les

cette concurrence n'est pas toujours loyale, ce qui est un grave problème. Tensions pour les millions de travailleurs sans protection sociale. Tensions pour les familles et les communautés déstructurées par les délocalisations. N'oublions pas non plus la pression migratoire qui trouve sa source dans des inégalités d'aujourd'hui et dans les drames écologiques de demain.

Par l'action du G20, nous avons pu amortir l'impact de la crise financière et économique sur nos sociétés. Nous avons pu éviter le protectionnisme et le repli sur soi. Mais il faut aller plus loin. La coordination des plans de relance a été un pas dans la bonne direction.

Nous avons mis en œuvre des mesures pour préserver le secteur financier. Les institutions financières ont du coup retrouvé le sentiment national, alors même que les grandes institutions financières privées nous expliquaient, avant la crise, qu'elles étaient des entreprises monde qui n'avaient pas de nationalité. Pendant la crise, celles qui n'avaient aucune nationalité, ne se sont pas trompés de guichet ! Elles ont retrouvé, comme par miracle, leur nationalité ! Les mêmes qui expliquaient que l'intervention des Etats étaient illégitimes et que, si d'ailleurs, les Etats avaient été gérés comme eux, ils seraient en faillite. Mon Dieu ! Nous avons bien fait de ne pas nous inspirer de leurs pratiques. Ont été bien heureuses, ces institutions de trouver la signature des Etats pour garantir leur propre crédibilité. Ce n'était pas, il y a un siècle, Mesdames et Messieurs, c'était il y a quelques mois encore.

Ensemble, nous avons décidé de tout mettre en œuvre pour limiter l'impact de la crise et pour protéger l'emploi. Mais croire que la crise est une simple parenthèse, ce serait, j'emploie un mot fort, mais auquel je pense : « irresponsable ». La crise n'a pas été une parenthèse, elle a été le révélateur de disfonctionnement et d'anarchie, et les mêmes causes produiraient demain les mêmes effets, si nous ne les réformons pas puissamment.

Le préambule de la constitution de l'OIT, qui n'a pas été rédigé hier, puisqu'il a été rédigé en 1919, à l'issue d'une des guerres les plus meurtrières de notre histoire, nous rappelle opportunément qu'« une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale ».

Les révolutions en cours au Proche et au Moyen-Orient démontrent que cette aspiration à la justice sociale est partagée dans toutes les régions du monde, mais démontrent aussi que la réponse à cette attente ne peut plus se faire au seul niveau national.

Pendant des décennies, la réponse était exclusivement nationale. D'ailleurs, même nous, en Europe, nous avons prévu que nos systèmes de retraite, nos systèmes de santé, nos systèmes de protection étaient nationaux et non pas communautaires.

Les choses ont changé et il est désormais indispensable de mieux coordonner nos actions nationales, de jeter les bases d'une gouvernance économique mondiale dont le G20 est la préfiguration.

Aujourd'hui, les grandes institutions ont fait un remarquable travail, cher Monsieur le directeur général SOMAVIA. Je sais que l'Organisation internationale du travail est depuis longtemps engagée dans la mise en œuvre d'une gouvernance internationale plus juste et plus efficace. La "Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable" (2008) et le "Pacte mondial pour l'emploi" (2010) ont proposé des lignes directrices qui nous engagent tous, en tant qu'États membres de l'OIT. Et en juin 2010, la conférence internationale du travail a justement souligné la nécessité d'améliorer la cohérence entre les politiques économiques, financières et sociales, et entre les institutions qui les portent.

Je veux aussi rappeler que des objectifs de plein emploi figurent dans les textes fondateurs du FMI et de l'OMC.

Nous pouvons également nous réjouir que la Banque mondiale adopte prochainement une « Stratégie sur la protection sociale et le travail ». Elle s'est par ailleurs associée à de nombreuses initiatives pour développer des filets sociaux ciblés vers les plus démunis comme le programme « Bolsa familial » au Brésil dont je tiens à saluer le ministre des Affaires sociales, Carlos Eduardo GABAS.

Les banques régionales de développement, elles aussi, prennent de plus en plus souvent en compte la mise en œuvre des droits et des principes fondamentaux.

La conviction de la France est que nous devons aller plus loin.

Le G20 doit prendre la responsabilité de cette ambition nouvelle parce qu'il rassemble les principaux membres des organisations concernées.

Notre objectif, c'est de mettre en place de nouveaux outils pour une cohérence renforcée et c'est de faire en sorte que la mondialisation s'appuie sur le progrès social pour renforcer le progrès économique.

Je suis convaincu que l'ouverture et la mondialisation sont des opportunités mais nous ne pouvons pas accepter que cela entraîne un accroissement insupportable des inégalités ou du chômage. Pensons qu'il y a 8 personnes sur 10 dans le monde qui n'ont aucun système de protection sociale. Qu'un tiers des individus dans le monde n'ont accès à aucun service ou établissement de santé. Qu'il y a un milliard d'habitants, le milliard le plus pauvre dont l'espérance de vie est de 51 ans, quand l'espérance de vie du milliard d'habitant le plus riche est de 80 ans.

Il faut sortir de ces impasses de la mondialisation. Je voudrais faire passer cette idée, que la mondialisation est incontestablement un progrès, il n'y a pas d'autre stratégie possible que d'accepter la mondialisation. Mais parce que nous l'acceptons, nous devons la réguler et éviter les impasses de la mondialisation.

Pour cela il me semble que nous pouvons agir sur trois leviers :

- Tout d'abord, encourager le développement de socles de protection sociale.

Je sais, je suis Français, donc suspect de ce point de vue. Je voudrais m'en expliquer avec vous. Je ne crois pas à un modèle social unique, je n'y ai jamais cru. Mais la crise nous a montré l'intérêt des mécanismes de protection sociale pour amortir les effets de la crise économique. Je veux dire par là qu'un socle de protection sociale peut être un élément du développement économique et je voudrais défendre cette idée. Il n'y a pas d'un côté le social et de l'autre l'économie. Dans un pays comme la France si nous avons connu une récession moins forte que celle d'autres pays européens, pratiquement l'une des moins fortes, c'est parce que nous avons ce système de protection sociale qui pendant la crise a agi comme un système de développement économique. C'est une nouvelle façon de présenter les choses mais je crois qu'elle est intéressante et je crois qu'elle mérite d'être partagée. Les économies se portent mieux lorsqu'il existe des régimes de protection sociale efficaces, parce qu'ils conduisent à améliorer la productivité des salariés et à favoriser une croissance équilibrée et durable. On ne s'en rend pas compte quand la croissance va bien mais quand cela va mal, on comprend ce que nous nous appelons l'importance des stabilisateurs. La protection sociale agit comme un stabilisateur économique.

Je sais bien que la construction dans chaque pays d'un socle de protection sociale prendra du temps. Il ne s'agit évidemment pas d'imposer aux pays les plus pauvres les normes et les systèmes sociaux des pays les plus riches.

Mais nous devons progresser. Nous disposons des travaux de la commission que préside Mme BACHELET et qui fait un travail remarquable avec tous ses membres, dont Martin HIRSCH que je salue. Mais il faut que nous avancions. Et parfois il m'arrive de penser que j'aimerais que l'OIT tape du poing sur la table plus fort parce que je ne suis pas sûr que par la seule courtoisie, la seule diplomatie, nous finissions par avancer à la vitesse qu'impose la crise.

- Ensuite, et je remercie Xavier BERTRAND de l'avoir engagé, nous devons mettre l'emploi au cur de nos choix économiques.

Nous sommes tous d'accord pour favoriser une croissance forte, durable et équilibrée, c'est l'objectif central du G20.

Mais sommes-nous certains que les politiques sociales et les politiques d'emploi ont toute la place qu'elles méritent dans nos stratégies de sorties de crise ? Je ne le crois pas. L'OCDE et le BIT l'ont montré dans les travaux qu'ils ont déjà réalisés : si nous voulons retrouver en 2015 le niveau d'emploi qui prévalait avant la crise, il faut créer 110 millions d'emplois dans l'ensemble des pays du G20, soit 22 millions par an pour retrouver le niveau d'emplois d'avant la crise. Je ne dis pas que cela se fera parce que l'on mettra l'emploi au cur de nos stratégies de sortie de crise. Mais ce que je sais, c'est que si on ne le met pas, cela n'a aucune chance de se faire.

En ce domaine, je veux souligner le pas important qui a été franchi au niveau européen, chère Christine et Cher Laurent, avec le pacte pour l'euro.

En s'appuyant sur l'expertise de l'OCDE et du BIT, les pays du G20 pourraient réfléchir aux moyens de faciliter l'accès à des formations professionnalisantes, au développement de l'alternance, ou à l'anticipation des besoins de compétences et d'orientation. Cela doit être un sujet majeur du G20.

L'ensemble de ces questions nous ramène également à la mesure du bien-être et du développement dans nos sociétés. Je souhaite redire ici ma conviction que l'instrument du PIB ne peut résumer notre perception des enjeux économiques et sociaux. Si nous ne mesurons que la quantité de croissance nous passons à côté d'une réalité. Les indicateurs ne peuvent être uniquement des indicateurs quantitatifs. Ils doivent également être des indicateurs qualitatifs. Les recommandations de la commission STIGLITZ-SEN-FITOUSSI et les travaux de l'OCDE sur des nouveaux indicateurs de bien-être, cher Angel GURIA, doivent nous permettre de mieux prendre en compte les dimensions sociales et environnementales de la croissance. Tout simplement parce que si les pays qui se soucient du social et de l'environnemental n'en ont aucune reconnaissance dans les indicateurs de la croissance, pourquoi voudriez-vous qu'ils se soucient du social et de l'environnemental ? Puisque ça ne serait jugé au mieux en n'en tenant pas compte, au pire comme un handicap.

- Le troisième levier est celui du respect accru des droits du travail.

Vous connaissez mon engagement sur ces questions. La présidence française demande d'instaurer entre les Nations un système de règles qui tire tout le monde vers le haut, nous devons refuser une concurrence sans règle qui entraînerait tout le monde vers le bas. Et que l'on ne vienne pas nous faire le procès d'être contre le libre-échange ou l'économie de marchés. De toutes les fibres de mon engagement politique, je suis pour le libre-échange et pour l'économie de marchés. Mais les valeurs qui sont les nôtres, si cela conduit à tirer tout le monde vers le bas, est-ce que nous ne faisons pas fausse route ? Auquel cas prenons le pays qui a le salaire le plus bas et la protection sociale la plus basse et alignons-nous sur lui. Si on fait comme cela, croyez-vous que le monde sera plus heureux, plus stable, plus sûr ? Ne peut-on pas viser une harmonisation vers le haut ? Je m'adresse au directeur général de l'OIT : la France ne peut pas accepter que les huit conventions de l'OIT sur les droits fondamentaux du travail ne soient pas ratifiées par tous les membres du G20, qui sont par ailleurs pour le plupart membres de l'OIT.

Je voudrais insister sur ce point. Si un pays est membre d'une organisation, car personne n'est obligé d'être membre de l'OIT, et que l'OIT fixe huit normes comme socle minimum de protection sociale, comment comprendre que ces huit normes ne soient pas ratifiées par ces pays ? Je demande au directeur général de l'OIT d'assurer une grande publicité sur ces normes de l'OIT et sur l'application de ces normes. Ce n'est pas un modèle social unique, c'est un socle social minimum.

Ces normes, ce sont par exemple l'interdiction du travail des enfants, du travail des prisonniers. Certains pourraient penser que ce n'est pas assez ambitieux, mais rendez-vous compte, c'est un minimum ! Et maintenant que l'OIT participe au G20, ce que la France a défendu, je souhaite que cette question soit clairement posée à la face du monde. Qui applique les huit normes ? Qui ratifie la convention ? Et qui peut être contre ça ? Personne. Bien sûr il faut mettre de l'énergie à lutter contre la tentation du protectionnisme, parce ce n'est pas la solution, mais mettons la même énergie à lutter pour l'application des huit normes minimum. A ce moment-là, les citoyens du monde comprendront que la mondialisation peut être un progrès.

Je voudrais terminer en vous disant qu'il serait contre-productif de retomber dans les vieux débats qui voudraient opposer dimension économique et dimension sociale de la mondialisation. Chacune a besoin de l'autre. Je ne suis pas naïf, cela exige de renoncer à certains réflexes et nous ne ferons pas tout en un jour. La présidence française a ainsi pu s'appuyer sur les travaux des sommets de Pittsburgh et de Washington. Nous passerons nous-mêmes le relais au Mexique. Nous associerons les partenaires sociaux à la marche du G20, parce que sinon, c'est la légitimité même du G20 qui se trouverait remise en cause. Ce n'est pas une petite affaire. La France a beaucoup fait

même du G20 qui se trouverait posée. Ce n'est pas une petite affaire. La France a beaucoup fait pour la création du G20 et donc vous ne trouverez aucune critique du G20 dans ma bouche. C'est formidable d'avoir un G20 des chefs d'entreprises, mais les partenaires sociaux doivent être associés aux travaux du G20.

Le fait que, depuis Pittsburgh, les partenaires sociaux, patronats et syndicats, participent aux discussions du G20 consacrés aux enjeux sociaux constitue à mes yeux une avancée considérable. Mais maintenant que vous êtes face à face, ou côte à côte, il faut que cela produise des résultats.

La conférence qui nous réunit aujourd'hui est importante à ce titre. Pour la première fois des ministres du travail et des représentants des partenaires sociaux vont dialoguer avec les dirigeants des grandes organisations internationales pour réfléchir aux moyens de renforcer la dimension sociale de la mondialisation.

Je souhaite que vos débats abordent tous les sujets, pour mieux révéler les obstacles que nous aurons à surmonter. Une mondialisation plus forte, qui profite davantage aux salariés et au progrès social, telle est l'ambitieuse feuille de route qui vous est confiée. Je serai très attentif aux propositions que vous formulerez, comme le seront les peuples du monde entier.

Et qu'on ne vienne pas me dire que c'est impossible ! C'est simplement difficile, mais si ce n'était pas difficile, d'autres s'en seraient occupés avant nous. Mais si vous ne vous en occupez pas, alors nous serons dans une situation qui, elle, risque de devenir absolument incontrôlable. C'est ça l'enjeu. Chacun a ses idées, chacun a ses contraintes, c'est difficile pour tout le monde, mais en se parlant, en se rencontrant, en élaborant des stratégies, je crois qu'on peut crédibiliser cette idée : progrès économique et progrès social vont de pair. Ils ne sont pas antinomiques. Faisons un effort les uns envers les autres, sortons des postures habituelles, les libres échangistes sans cur ou les généreux sans vision. Nous sommes au XXI<sup>ème</sup> siècle qui sera le siècle où on tournera le dos aux idéologies, ces idéologies qui ont fait tant de mal au XX<sup>ème</sup> siècle. Soyons pragmatiques et soyons convaincus que le maximum des citoyens du monde doivent profiter des progrès économiques générés par la mondialisation. C'est la seule voie possible pour nous et ce sera l'ambition de la présidence française.

Je vous remercie.